

Protection et défense des droits de l'homme

Situation

Au Honduras, les droits humains fondamentaux sont bafoués depuis des années. Les personnes qui défendent la justice sociale sont persécutées voire assassinées.

Le Honduras est actuellement l'un des pays qui compte le plus de meurtres et d'actes de violence commis envers la population civile. Quiconque s'engage dans la lutte pour la justice y risque sa vie. Les personnes actives dans les domaines du droit foncier et de la préservation de l'environnement sont particulièrement exposées. Les coupables agissent souvent pour le compte de grands propriétaires terriens ou d'autres groupes puissants. Ils n'ont guère à craindre les conséquences de leurs crimes, car le système judiciaire du pays n'a ni les moyens ni la volonté de les faire comparaître devant un tribunal pour qu'ils répondent de leurs actes. Le gouvernement prévoit de créer des zones d'exploitation spéciales dans le sud du pays, ce qui aggrave encore le problème car ces zones seraient soumises à un droit particulier pour les investisseurs et priveraient la population locale de ses droits.

Les habitants de la région et les organisations partenaires de l'EPER s'engagent pour le respect de leurs droits inscrits dans la constitution et les lois. Dans de nombreuses communes, la population est en conflit avec les autorités et les grands propriétaires terriens ou les promoteurs de grands projets. Autant d'acteurs qui souvent interdisent l'accès à la terre et à l'eau – ou encore aux zones côtières – aux familles de petits paysans, menacées d'expulsion à chaque instant. Le projet veut apporter aux partenaires locaux et à des personnes de référence des connaissances spécialisées et une protection qui leur permettent de faire valoir leurs droits de manière autonome.

Objectifs

L'EPER, en partenariat avec diverses organisations, contribue à ce que la population concernée puisse être en mesure de faire valoir par la voie légale ses droits humains fondamentaux, ses droits à la terre ou ses droits liés à l'environnement.

Les organisations de base, les communautés rurales et les défenseurs des droits humains doivent en outre bénéficier d'une meilleure protection.

L'EPER travaille selon une méthode qui vise à rapprocher les acteurs de la société civile en les aidant à surmonter les obstacles afin de mieux collaborer les uns avec les autres. Cette démarche est essentielle dans le contexte hondurien, avec sa société très fragmentée. Pour y parvenir, les organisations citoyennes doivent d'abord renforcer leurs capacités à se faire entendre.

Bénéficiaires

Population des départements de Valle, de Choluteca et de Francisco Morazán, situés dans le sud du pays. Les bénéficiaires du projet sont les suivants :

- environ 10 000 personnes qui subissent une atteinte à leurs droits (humains, fonciers ou environnementaux)
- 40 organisations citoyennes qui représentent ces personnes





- entre 30 et 50 personnes qui militent pour les droits humains et qui bénéficient d'une meilleure protection
- 40 personnes mises en accusation à cause de leur engagement en faveur des droits humains, fonciers ou environnementaux.

Grâce au travail de sensibilisation et d'information du public, toute la population de la région est plus attentive à ces questions.

Activités

Encouragement des aptitudes et des connaissances pour le travail de plaidoyer et de lobby

- Encouragement des connaissances sur les droits humains, fonciers et environnementaux et les mécanismes qui permettent de défendre ces droits
- Soutien à la population locale engagée dans la défense de ses droits par des moyens légaux et pacifiques
- Documentation des cas de violation des droits (en particulier des droits humains), de leur publication ou de leur présentation devant des organes de rang supérieur - Promotion de la collaboration dans le cadre de réseaux afin d'améliorer la défense des droits humains
- Amélioration de l'accès aux informations
- Coordination du plaidoyer et de la communication concernant les droits de la population concernée.

Protection et sécurité des personnes

- Amélioration de la protection et de la sécurité de la population concernée et des défenseurs des droits humains
- Conseils juridiques aux défenseurs des droits humains et aux organisations de base
- Aide aux défenseurs des droits humains en cas de danger imminent
- Encouragement du dialogue et du renforcement des capacités institutionnelles (formation, échange, etc.) du personnel juridique (juristes, fonctionnaires, spécialistes en sciences juridiques).

Renforcement de l'EPER et des partenaires en droits humains et en transformation des conflits

- Consolidation des compétences de l'EPER au Honduras dans le domaines des droits humains et de la transformation des conflits
- Augmentation des effets grâce à une collaboration plus étroite avec divers partenaires.

Organisations partenaires

Collaboration locale (sud du Honduras)

Les partenaires dans le domaine des droits humains sont COFADEH, IDAMHO, ICA (« Iglesia Cristiana Ágape »), divers mouvements sociaux et d'autres acteurs. Ces organisations collaborent étroitement à la mise en œuvre concrète et au traitement des cas avec les partenaires de l'EPER actifs dans le domaine du développement rural : ADEPES, ANAFEA et Vecinos Honduras.

Collaboration nationale et internationale

COFADEH, C-LIBRE, PI, FIAN, PWS, différents réseaux et plateformes comme Plataforma EPU, Coalición Contra la Impunidad, Coalición de Redes Ambientales, ACI et des institutions ou réseaux institutionnels tels que les ambassades, les organes de l'ONU, le G16, etc.

Avancement du projet

L'EPER travaille depuis de nombreuses années avec plusieurs organisations actives dans la défense des droits humains, les expulsions arbitraires, les déplacements de populations – dans le cas des grands projets notamment – ou encore les violations de la législation sur l'environnement. L'EPER entend renforcer et étendre ces collaborations. Par exemple, elle a fortement contribué, avec ses partenaires, à la création et au renforcement d'organisations ou de réseaux comme le Red de Defensores en Derechos Humanos de la Región Sur (REDEMUR), le réseau d'observation oecuménique de l'Eglise Ágape, le réseau de défense de l'environnement Movimiento Ambientalista Social del Sur por la Vida (MASSVIDA) et la mise en place de mécanismes de protection (en collaboration avec Peace Watch Switzerland).

Les organisations avec lesquelles l'EPER a travaillé par le passé ont de hautes compétences en matière de défense et de protection des droits humains. A leur tour, ces organisations peuvent soutenir les organisations de base avec lesquelles l'EPER travaille dans le sud du pays. L'EPER a ainsi aidé considérablement au renforcement de la société civile, très active au Honduras dans la défense des droits de la population. Mais il reste encore beaucoup à faire.



Pays, région, ville

Honduras, départements de Valle, de Choluteca et de Francisco Morazán (sud du pays), travail de plaidoyer aux échelons national et international)

Budget 2018

CHF 390 000

N° de projet EPER : 835.389

Chargé de programmes

Leo Meyer

Contact

EPER (Entraide Protestante Suisse)
Département Communication
Chemin de Bérée 4A
Case postale 536
1001 Lausanne
Tél. +41 21 613 40 70
Fax +41 21 617 26 26
info@eper.ch
www.eper.ch
Dons : CCP 10-1390-5